

Les PUBLICS des ÉQUIPEMENTS CULTURELS

Méthodes et résultats d'enquêtes

Sous la direction de
Olivier DONNAT
Sylvie OCTOBRE

Travaux du séminaire
Pratiques culturelles et publics de la culture
1999-2000

Améliorer la connaissance des publics de la culture fut l'une des premières missions confiées au service d'études du Ministère des affaires culturelles au moment de sa création en 1963. Aussi, le Département des études et de la prospective – qui s'appelait alors le Service des études et de la recherche – s'employa-t-il très rapidement à mettre en œuvre des enquêtes sur la fréquentation des équipements culturels, l'une d'elles donnant lieu à la publication d'un ouvrage devenu célèbre, *L'amour de l'art* d'Alain Darbel et Pierre Bourdieu. Par la suite, le DEP a considérablement enrichi son dispositif d'observation, à travers notamment la série des enquêtes *Pratiques culturelles des Français* mais aussi de nombreuses investigations dans le domaine du théâtre, du cinéma, de la danse ou des musées, tandis que de plus en plus d'établissements ressentaient le besoin de mieux connaître leurs publics. D'où, au cours des vingt dernières années, une multiplication des initiatives en matière d'études au sein des autres services du Ministère et des grands établissements culturels, sans qu'existe de véritable confrontation des savoirs ni de capitalisation des expériences.

Cette situation a conduit le DEP à proposer, lors de la publication des résultats de la dernière enquête sur les pratiques culturelles des Français, la création d'un séminaire de travail mensuel sur la connaissance des publics réunissant des représentants des directions centrales du Ministère et des établissements sous tutelle réalisant régulièrement des études de publics. Ce séminaire a été mis en place à l'automne 1999, et au terme de deux années de fonctionnement, il est apparu utile d'offrir à tous ceux qui s'intéressent à la « question des publics » l'occasion de prendre part à la réflexion engagée.

Le présent ouvrage reprend par conséquent l'ensemble des interventions qui ont introduit les séances de l'année 1999-2000 en respectant les points de vue parfois contradictoires des participants, sans prétendre ni à l'exhaustivité ni à la synthèse sur chacun des thèmes abordés. Il entend plus modestement témoigner sur un sujet qui plonge au cœur des politiques culturelles, d'un moment dans une réflexion au long cours, qui s'est poursuivie en 2000-2001 et donnera lieu à l'organisation d'un colloque au printemps 2002.

Paul TOLILA

INTRODUCTION

La question des publics

Olivier DONNAT et Sylvie OCTOBRE *

Durant ces dix dernières années, la nécessité de connaître ses « publics » s'est fortement affirmée, tant au sein des directions du Ministère, des établissements publics sous tutelle que de nombreux équipements culturels. Cette affirmation a entraîné une multiplication des initiatives en matière d'enquête et, corrélativement, une inflation de la demande de conseils et d'échanges méthodologiques adressée au Département des études et de la prospective. Certaines directions disposent aujourd'hui d'un observatoire des publics (Direction des musées de France, Centre national de la cinématographie et, plus récemment, Direction de la musique, de la danse, du théâtre et du spectacle), d'autres délèguent à de grands établissements la réalisation de leurs principales études (Direction du livre et de la lecture avec la Bibliothèque publique d'information), d'autres encore ont des activités d'études sans disposer d'observatoire (Délégation aux arts plastiques, Direction de l'architecture et du patrimoine, par exemple). Par ailleurs, les établissements culturels ont acquis progressivement une certaine autonomie en matière d'études en dégageant des crédits propres : la Cité des sciences et de l'industrie, l'Établissement public du parc de la Villette, le musée du Louvre, l'Opéra national de Paris, la Bibliothèque nationale de France, le Centre des monuments français¹ ou la Réunion des musées nationaux, par exemple, disposent des crédits d'études pour réaliser des enquêtes et/ou mener des opérations d'évaluation. Cette inflation du nombre d'enquêtes portant sur les publics s'est faite sans que soient rapprochés et confrontés les acquis, qu'il s'agisse de méthodes, d'outils ou de résultats sur les différents thèmes que sont la politique tarifaire, la fidélisation des publics, la conquête de « nouveaux publics », etc.

La création du séminaire répond donc à cette situation : celui-ci a été conçu pour être à la fois un lieu permanent de présentation des principales enquêtes sur les pratiques ou les consommations culturelles, qu'elles soient menées par le DEP², d'autres services du Ministère ou des équipements culturels, un lieu d'échange

* Olivier Donnat et Sylvie Octobre sont chargés d'études au DEP. La présentation de chacune des parties de l'ouvrage a été rédigée par ces derniers.

1. Il s'agit de l'ex-Caisse nationale des monuments historiques et des sites.

2. Les enquêtes *Pratiques culturelles* ont donné lieu à publication régulière.

sur les expériences et les stratégies mises en œuvre en matière de politique des publics par les directions et les établissements, autour de questions transversales ou communes (la tarification, les politiques de publics ciblées, etc.) et, enfin, un lieu de réflexion sur les évolutions sociétales dont les effets concernent la question des publics et des politiques de publics.

Le champ de réflexion du séminaire a été délimité en référence au domaine d'intervention du Ministère : il est essentiellement centré autour de la question de la fréquentation des établissements culturels : bibliothèques, cinémas, monuments, musées, théâtres, salles de spectacle, équipements polyvalents, etc. Ont ainsi été provisoirement laissées de côté les pratiques domestiques et/ou marchandes, même si l'on sait par ailleurs qu'elles sont parmi les plus nombreuses (en nombre d'individus concernés), les plus fréquentes (nombre de pratiques en un temps donné) et les plus importantes (durée moyenne de pratique³). De même, le séminaire n'a pris en compte ni les pratiques amateur, qu'elles soient effectuées dans un établissement d'enseignement (conservatoire, etc.) ou de manière autonome⁴, ni les publics des manifestations de rue, même s'ils connaissent un fort développement⁵. La dimension anthropologique du terme de culture a également été laissée de côté, non pas que l'existence de ce que l'on pourrait regrouper sous le terme de « cultures populaires » soit ici niée, ni que celles-ci soient considérées comme inférieures qualitativement à une culture plus « savante » (et l'on serait alors soumis à la critique de dominocentrisme souvent opposée aux actions du Ministère), mais pour respecter les limites de l'action de ses établissements. Enfin, ont été laissés de côté les savoirs culturels, objectivés (*via* la formation artistique) ou incorporés⁶.

Le présent ouvrage réunit l'ensemble des contributions qui ont alimenté le travail de la première session. Elles sont présentées autour de cinq thèmes.

La première partie concerne la question de la démocratisation. Comment en effet entreprendre un travail de réflexion sur les études de public sans s'interroger sur l'élément fondateur de la rhétorique culturelle qu'est le terme de « démocratisation » ? De quoi parle-t-on exactement quand on l'utilise : augmentation des volumes ? intensification des pratiques ? modifications des profils socio-démographiques ? En quoi les résultats d'étude peuvent-ils étayer (ou pas) cet objectif ?

Le plus souvent, c'est de l'approche quantitative des sondages qu'on attend la réponse à ces questionnements. Ceci a conduit les membres du séminaire à s'in-

3. On pense ici notamment aux pratiques médias et multimédias. Voir « La montée irrésistible de l'audiovisuel 1973-1997 », *Développement culturel*, n° 128, mars 1999. La place du multimédia s'accroît au fur et à mesure que le taux d'équipement informatique augmente. Voir « Les usages de loisirs de l'informatique domestique », *Développement culturel*, n° 130, octobre 1999.

4. Voir Olivier DONNAT, *Les amateurs, enquête sur les activités artistiques des Français*, Paris, DEP/Documentation française, 1996.

5. Voir Elena DAPPORTO, Dominique SAGOT-DUVAUROUX, *Les arts de la rue, portrait économique d'un secteur en pleine effervescence*, Paris, DEP/Documentation française, 2000.

6. Voir Jean-Michel GUY, *La culture cinématographique des Français*, DEP/Documentation française, Paris, 2000.

terroger sur les avantages mais aussi sur les limites de ce type d'outil et à engager une analyse critique des catégories qui tendent à réifier l'observation sociologique (2^e partie).

Cette réflexion autour des questions de méthodes s'est poursuivie à travers l'examen des outils privilégiés de l'approche qualitative tels que l'entretien ou l'observation et une analyse des conditions d'une combinaison optimale des méthodes. Comment articuler l'approche quantitative et l'approche qualitative ? Comment apparier questionnement et réponse méthodologique ? (3^e partie).

Après l'examen de ces questions, les débats du séminaire ont abordé la question tarifaire. Fort du constat sociologique selon lequel les « exclus de la culture » cumulent des handicaps culturels et économiques, la politique culturelle de cette seconde moitié du XX^e siècle a fait de l'outil tarifaire un outil politique : modulation des tarifs et diversification des modes de paiement se sont conjuguées pour créer ou accroître la familiarité des Français aux institutions culturelles. La résurgence de la gratuité dans le champ muséal ainsi que la multiplication d'initiatives locales en matière de carte ou chèque culture fournissent des terrains d'observation privilégiés (4^e partie).

Enfin, après avoir longuement passé en revue les modalités d'études des publics réels, ont été abordées les notions floues de « non-public » et de « public potentiel », particulièrement sollicitées dans les phases de programmation d'établissements culturels nouveaux mais également questionnées par des établissements culturels plus anciens (5^e partie).

Ce travail de discussion s'est accompagné d'un recensement des études sur les publics ayant donné lieu à publication durant la dernière décennie. Cette bibliographie importante (plusieurs centaines de références, réparties par thème et par type de publication) est proposée, comme outil de travail, à la fin de l'ouvrage.

PREMIÈRE PARTIE

La mesure de la démocratisation : un débat difficile

La polysémie du terme « démocratisation », auquel les pouvoirs publics ont largement recours depuis plus de quarante ans pour fonder leur action dans le domaine culturel, fait obstacle au débat sur l'évolution des pratiques culturelles et des publics de la culture ainsi qu'à l'évaluation rigoureuse des actions menées en direction des publics.

Les discours traitant du thème de la démocratisation recèlent au moins trois sortes de confusions :

- une confusion entre des objectifs relatifs à l'offre culturelle (d'équipements, de spectacles, de produits...) et des objectifs touchant à la question des publics, liée pour une large part à l'ambiguïté du terme « accès ». Le projet de « rendre la culture accessible » peut en effet être entendu dans le sens minimal d'une accessibilité d'ordre matériel mais aussi dans l'acception plus ambitieuse d'une accessibilité d'ordre social, voire psychosocial. La première veille à répartir équitablement les équipements sur le territoire, à favoriser l'accessibilité physique des personnes handicapées et à maintenir des tarifs « raisonnables ». La deuxième agit sur les conditions mêmes de la production du « désir » de culture en s'attaquant aux causes de son inégale distribution ;
- une confusion entre des objectifs se traduisant en termes d'augmentation du volume de fréquentation (ou de pratiquants) et des objectifs visant à modifier la structure sociale des publics concernés. Depuis sa création, le ministère a en effet affirmé sa volonté d'attirer les catégories de population les moins spontanément portées vers l'art en mettant en œuvre des politiques spécifiques en direction des milieux ouvriers, ruraux, défavorisés, etc., sans que de telles actions entraînent nécessairement une augmentation du volume global de fréquentation, même lorsqu'elles se révèlent efficaces ;
- une confusion entre des objectifs purement quantitatifs (augmenter la fréquentation...) et des objectifs de nature plus qualitative. Nombreux sont ceux en effet qui tiennent à rappeler que l'action culturelle vise moins à augmenter le nombre des entrées qu'à favoriser l'appropriation de la culture par une meilleure information et une meilleure fréquentation des œuvres ou des équipements à travers une politique de « fidélisation ».

Aussi apparaît-il difficile d'engager un débat rigoureux sans avoir au préalable identifié avec précision les différents phénomènes qui peuvent conduire à parler de démocratisation et discuté des indicateurs qui permettent de les mesurer. En effet, l'augmentation de la fréquentation d'un équipement ou la progression du nombre d'entrées ne signifie pas automatiquement une démocratisation de l'accès.

Une hausse de la fréquentation d'un établissement peut tout d'abord renvoyer à l'accroissement du volume de la population de référence ou des catégories de population les plus pratiquantes : si les groupes sociaux les plus portés vers cet équipement sont en croissance numérique, on peut observer une augmentation mécanique de la fréquentation, sans qu'aucun individu ne modifie son comportement. Ainsi, une grande partie de la progression des pratiques culturelles s'explique-t-elle par le gonflement de la population des « cadres et professions intellectuelles supérieures » dans la société française et par l'élévation générale du niveau de diplôme.

Une fois écartés ces effets de structure, trois phénomènes, au demeurant parfaitement cumulables, peuvent être à l'origine de l'augmentation de fréquentation d'un équipement (ou d'un type d'équipement) :

- une intensification de la pratique des publics en place : le rythme de fréquentation des usagers de l'équipement peut avoir augmenté au cours de la période observée, sans que rien ne change par ailleurs ;
- un élargissement des publics : l'équipement peut avoir attiré de nouveaux pratiquants appartenant aux catégories de population déjà les plus représentées. Ainsi, par exemple, une activité majoritairement investie par les femmes, les jeunes ou les cadres supérieurs peut attirer encore plus d'éléments de ces groupes sociaux ;
- une diversification des publics : l'équipement peut avoir attiré au cours de la période observée des individus appartenant à des catégories jusqu'alors peu ou pas représentées.

On ne peut pas, par conséquent, parler de démocratisation à la seule lecture de chiffres indiquant une augmentation de la fréquentation d'un équipement ou de la diffusion d'une activité. Fournir une interprétation du phénomène observé exige de faire la part de ce qui renvoie à l'évolution structurelle de la société et de ce qui relève respectivement de l'intensification de la pratique, de l'élargissement et de la diversification du public. Aussi est-il impératif, avant d'établir un diagnostic, de disposer d'informations relatives à l'évolution de la structure du public et/ou des taux de pénétration des catégories de population concernés.

Sylvie Octobre, du Département des études et de la prospective, présente un essai de cadre interprétatif des résultats d'enquêtes : dans quel cas peut-on parler de renouvellement, d'élitisation, de popularisation, de banalisation, de nouveaux publics... ? Que nous apprennent les enquêtes *Pratiques culturelles des Français* menées régulièrement depuis 1973 par le Département des études et de la prospective en matière de démocratisation ? Olivier Donnat indique que l'accès aux établissements et pratiques représentant la culture traditionnelle demeure assez étroitement corrélé au milieu social et que la catégorie socioprofessionnelle (PCS) reste un outil de compréhension des comportements culturels. Mais disposer de résultats d'enquêtes, même correctement interprétés, ne suffit pas pour établir un diagnostic en termes de démocratisation. Comme l'explique Elisabeth Caillet, de la Délégation aux arts plastiques, une telle « évaluation » ne peut se faire qu'en fonction « d'objectifs » déterminés dans une institution précise. À cette fin, l'auteur propose un canevas de travail pouvant guider une réflexion commune.

Comment mesurer la démocratisation ? Proposition de cadre interprétatif

Sylvie OCTOBRE *

S'il est vrai que les résultats d'enquêtes viennent parfois nourrir les assertions politiques – de l'information à l'argumentaire –, c'est sans doute autour de la notion de démocratisation que les deux registres, étude et politique, entrent le plus souvent en résonance, voire en contradiction. Combien de commentaires sur l'échec ou la réussite de la démocratisation et combien de programmes d'actions réalisés en son nom ? Si l'on en croit la thèse défendue par Michel Callon ¹, il existe un rapport intrinsèque entre travail sociologique et participation politique à l'existence de ces « choses » que sont les objets d'étude. Ainsi, la démocratisation ne naîtrait que de sa mesure. Mais alors comment la mesurer ? Et que mesure-t-on vraiment ?

Un travail didactique de « re-lecture »

La présente contribution propose un cadre interprétatif à vocation pédagogique : il s'agit de décrire et de différencier des phénomènes à propos desquels le diagnostic de démocratisation est habituellement prononcé, de les « autopsier » et de spécifier les cas qui en relèvent *stricto sensu*. C'est donc à un travail didactique de « re-lecture », *via* les outils de mesure sociologiques, que le lecteur est invité. Didactique, car dans bien des cas, la réalité mêle les phénomènes que l'on décrira ici de manière séparée. Didactique encore, puisque l'on fait l'hypothèse de modifications des comportements culturels, toutes choses étant égales par ailleurs (pas de modification de la structure ni du volume de la population, etc.). On mesure ici l'écart qui sépare l'exercice de sémantique théorique, auquel nous nous livrons, du traitement de données d'enquête. Exercice néanmoins utile, sinon nécessaire, tant sont multiples et contradictoires les usages du terme de démocratisation et les conclusions tirées de la lecture d'analyses chiffrées.

* Sylvie Octobre est chargée d'études au DEP.

1. Michel CALLON, « Ni intellectuel engagé, ni intellectuel dégagé : la double stratégie de l'attachement et du détachement », *Sociologie du travail*, dossier-débat « L'engagement du sociologue », n° 1, p. 65-78.

Les phénomènes envisageables

Appuyons-nous, par souci de clarté, sur l'exemple suivant (voir tableau 1), qui illustre le cas le plus fréquemment désigné sous le terme de démocratisation : la démocratisation du recrutement social des visiteurs/spectateurs.

Soit une catégorie de population A, socialement favorisée, qui a au temps t un niveau de participation à une activité culturelle supérieur à celui de la catégorie B, moins favorisée². Quels sont les différents cas possibles d'évolution au temps t + n ?

Dans l'ensemble des cinq cas identifiés (voir tableau 1), nous avons précisé la nature du phénomène renouvellement, élitisation, popularisation du public, banalisation de la pratique ou désaffection du public – et son intensité, absolue ou relative – et tenté d'expliquer pourquoi parler de démocratisation nous semble inadéquat.

Le renouvellement des publics correspond au cas où les taux de pénétration des deux catégories de population sont inchangés et où, si on exclut toute transformation structurelle de la population, la situation en t + 1 est strictement identique à celle observée en t. Ce processus générationnel à travers lequel de nouveaux pratiquants plus jeunes viennent remplacer, au sein d'une catégorie, leurs aînés, qui meurent ou abandonnent l'activité concernée, est « mécaniquement » à l'œuvre dans l'ensemble des pratiques et de la consommation culturelles. Soulignons qu'il y a renouvellement des publics même quand les chiffres peuvent faire croire que rien n'a changé.

L'élitisation correspond à l'accroissement de la présence dans le public de ses éléments les plus favorisés, que celle-ci soit absolue (lorsque le taux de pénétration de la catégorie B baisse) ou relative (lorsque cette dernière est inchangée). De 1973 à 1997, les concerts de musique classique ont ainsi vu le taux de pénétration annuel chez les cadres supérieurs et professions libérales passer de 22 % à 27 %, tandis que celui des employés stagnait autour de 7 %³.

Dans ces deux cas, le terme de démocratisation nous semble devoir être écarté. Écarté également dans le troisième, symétrique du précédent : le taux de pénétration de la population A baisse. Il nous paraît alors plus judicieux de parler de *popularisation*, puisque l'augmentation de la présence des catégories les moins favorisées et les moins familières de l'équipement s'est accompagnée d'un retrait des catégories les plus pratiquantes. Cette popularisation est dite absolue si le taux de pénétration de la catégorie B augmente dans le même temps et relative s'il est stable. Cette popularisation semble actuellement à l'œuvre en Amérique du Nord en matière de pratiques audiovisuelles.

2. Plutôt que de raisonner sur des taux de pénétration, on aurait pu retenir des chiffres en structure, à condition bien entendu de conserver l'hypothèse d'absence de variation de volume et de structure de la population de référence.

3. Olivier DONNAT, « La stratification sociale des pratiques culturelles et son évolution 1973-1997 », *Revue française de sociologie*, XL-1, 1999, p. 111-119.

Tableau 1 – Que mesure-t-on ?

		Temps t	Temps t + n	
Cas 1	Groupe A (socio-économiquement favorisé)	10 %	→ 10 %	Renouvellement des publics : de nouveaux pratiquants sont venus remplacer dans les mêmes proportions les décédés et « abandonnistes ».
	Groupe B (socio-économiquement défavorisé)	5 %	→ 5 %	
Cas 2	Groupe A	10 %	↗ 20 %	Élitisation absolue de la pratique : diffusion de la pratique dans le groupe A et recul dans le groupe B.
	Groupe B	5 %	↘ 1 %	
Cas 3	Groupe A	10 %	↗ 20 %	Élitisation relative de la pratique : diffusion de la pratique dans le groupe A sans effet sur le groupe B.
	Groupe B	5 %	→ 5 %	
Cas 4	Groupe A	10 %	↘ 5 %	Popularisation absolue de la pratique : diffusion de la pratique dans le groupe B et recul dans le groupe A.
	Groupe B	5 %	↗ 10 %	
Cas 5	Groupe A	10 %	→ 10 %	Popularisation relative de la pratique : diffusion de la pratique dans le groupe B sans effet sur le groupe A.
	Groupe B	5 %	↗ 10 %	
Cas 6	Groupe A	10 %	↗ 15 %	Banalisation de la pratique : augmentation des taux de pénétration dans les mêmes proportions pour les deux groupes.
	Groupe B	5 %	↗ 10 %	
Cas 7	Groupe A	10 %	↘ 5 %	Désaffection absolue de la pratique : diminution des taux de pénétration pour les deux groupes.
	Groupe B	5 %	↘ 1 %	
Cas 8	Groupe A	10 %	↘ 5 %	Désaffection relative de la pratique : diminution du taux de pénétration d'un groupe sans effet sur l'autre (quel que soit ce groupe).
		ou 10 %	→ 10 %	
	Groupe B	5 %	→ 5 %	
		ou 5 %	↘ 1 %	

Évolution comparée des taux de pénétration sans variation de volume ou de structure de la population de référence.

Il convient encore d'écarter le terme de démocratisation dans le cas d'une augmentation de fréquentation résultant d'un accroissement similaire des taux de pénétration des deux catégories pour lui préférer le terme de *banalisation de la pratique*. Les années 1970 et 1980 ont ainsi été celles de la banalisation de la télévision, l'élévation des taux d'équipement et d'écoute quotidienne n'ayant été particulièrement forte dans l'ensemble des foyers français ⁴.

Dans ces quatre cas – renouvellement des publics, popularisation, élitisation, banalisation – de nouveaux publics sont indéniablement conquis sans que les deux versants de l'objectif de démocratisation (augmentation des volumes et réduction des écarts en termes de propension à pratiquer) ne soient nécessairement atteints.

Nous ne pouvons clore cette description des phénomènes envisageables sans parler du cas correspondant à *la désaffection des pratiques*. Ainsi, entre 1973 et 1997, le cinéma semble avoir perdu son ancrage populaire – le taux de pénétration annuel chez les employés et chez les ouvriers est passé respectivement de 78 % à 61 % et de 78 % à 44 % –, tandis qu'il conservait un public aisé – le taux de pénétration chez les cadres supérieurs et professions libérales est resté stable autour de 82 % ⁵.

Démocratisation absolue ou relative ?

Seuls sont justiciables du terme de démocratisation les cas réunissant les deux conditions suivantes :

- augmentation de la fréquentation ;
- augmentation du taux de pénétration de la catégorie la moins favorisée (sans qu'il y ait de repli de la part de l'autre catégorie de population).

Reste ensuite à qualifier l'ampleur de cette démocratisation et à distinguer démocratisation absolue et démocratisation relative (voir tableau 2).

Nous proposons de parler de démocratisation relative quand la progression du taux de pénétration de la catégorie B est inférieure ou égale à celle de la catégorie A, et de démocratisation absolue quand elle est supérieure. Ainsi, à structure inchangée de la population de référence, pouvons-nous distinguer trois cas de figures :

- augmentation du volume de fréquentation par augmentation des taux de pénétration avec préservation des écarts entre les catégories A et B ;
- augmentation du volume de fréquentation par augmentation des taux de pénétration avec accroissement des écarts entre les deux catégories ;
- augmentation du volume de fréquentation par augmentation des taux de pénétration avec réduction des écarts entre les deux catégories.

Seul ce dernier cas correspond à une démocratisation absolue.

4. Olivier CHOQUET, « Vingt ans de développement des loisirs », *Données sociales*, Paris, Insee, 1990, p. 213-216.

5. O. DONNAT, « La stratification sociale des pratiques culturelles et son évolution 1973-1997 », *Revue française de sociologie*, art. cité.

Tableau 2 – De quelle démocratisation parle-t-on ?

		Temps t		Temps t + n	
Cas 1	Groupe A (socio-économiquement favorisé)	10	↗	20	Démocratisation relative : augmentation du volume de fréquentation avec conservation des écarts.
	Groupe B (socio-économiquement défavorisé)	5	↗	10	
Cas 2	Groupe A	10	↗	30	Démocratisation relative : augmentation du volume de fréquentation avec accroissement des écarts.
	Groupe B	5	↗	10	
Cas 3	Groupe A	10	↗	20	Démocratisation absolue : augmentation du volume de fréquentation et réduction des écarts.
	Groupe B	5	↗	15	

Évolution comparée des taux de pénétration sans variation de volume ou de structure de la population de référence.

Les catégories socioprofessionnelles : un outil encore efficace dans l'analyse des disparités culturelles

Olivier DONNAT *

Il est de bon ton d'affirmer que les professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) ont perdu en grande partie leur pouvoir explicatif et que les rapports à la culture sont désormais moins soumis aux déterminations sociales. Qu'on parle de montée de l'individualisme, de retour de l'acteur ou de « socio-styles ¹ », il s'agit toujours d'exprimer, explicitement ou non, l'idée que les PCS sont aujourd'hui, dans notre société en voie de massification, un outil largement obsolète à la fois parce que les anciennes inégalités se sont considérablement réduites et que les nouvelles appellent d'autres grilles d'analyse.

Que nous apprennent sur ce point les résultats de la dernière enquête sur les pratiques culturelles des Français ? Comment ont évolué les écarts entre les catégories socioprofessionnelles depuis 1973, date de la première enquête ?

Des écarts toujours importants entre PCS

Le premier constat est sans équivoque : les pratiques et consommations culturelles demeurent dans notre société de masse étroitement liées à la position et à la trajectoire sociale des individus. Elles apparaissent dans bien des cas, à l'échelle de la population française, comme minoritaires, élitaires et cumulatives. Plus de sept Français sur dix n'ont jamais assisté de leur vie à un concert de musique classique, par exemple, et plus de la moitié ne sont jamais allés au théâtre.

La hiérarchie des taux de pratique triés selon la catégorie socioprofessionnelle reste la même quelles que soient les formes de participation à la vie culturelle. Qu'il s'agisse de fréquentation des équipements culturels, de lecture, d'usages culturels des médias ou de pratiques amateur, les cadres et professions intellectuelles supérieures ² arrivent en tête, devant les professions intermédiaires, puis

* Olivier Donnat est chargé d'études au DEP.

1. Le terme « socio-styles » désigne les styles de vie des individus présentés sous forme de portraits robots obtenus par analyse typologique qui, sauf exception, ne sont pas décrits à travers les variables sociodémographiques usuelles.

2. Les cadres et professions intellectuelles supérieures seront désignés dans la suite du texte sous le terme de « cadres ».

les employés et artisans, commerçants et chefs d'entreprise dont les résultats sont souvent très proches, et enfin les ouvriers et les agriculteurs dont les taux de pratique sont également toujours proches. Même dans le cas d'activités plus largement répandues comme la fréquentation des salles de cinéma ou réputées moins élitaires comme celle des concerts de rock, les cadres arrivent en tête, avec une hiérarchie des taux de pratique inchangée.

L'écart entre milieux sociaux, qui est déjà important quand on analyse les résultats équipement par équipement, apparaît de manière encore plus spectaculaire quand on raisonne sur la fréquentation globale. Un indicateur synthétique portant sur cinq types d'équipements culturels (salles de cinéma, bibliothèques et médiathèques, salles de spectacle, lieux d'exposition et lieux de patrimoine) permet de mesurer combien leur fréquentation habituelle est très inégalement répartie dans la société française : plus de la moitié des cadres (54 %) s'y rendent de façon régulière ou habituelle, soit près de deux fois plus que les professions intermédiaires et cinq fois plus que les ouvriers ³.

L'arrivée ces dernières années du micro-ordinateur dans l'espace domestique n'est pas venue modifier cet état de fait : les taux de possession de cet appareil, très liés aux niveaux de revenu et de diplôme, respectent la même hiérarchie que les pratiques culturelles traditionnelles et, de surcroît, la présence de produits multimédias de type culturel au sein des ménages équipés reflète plutôt un intérêt pour

Tableau 1 – Les pratiques culturelles selon le milieu social

sur 100 personnes de chaque groupe (Pcs chef de ménage)	Au cours des douze derniers mois,					
	sont allés au théâtre	ont visité un monument historique	ont fréquenté une biblio- thèque ou médiathèque	ont joué d'un instru- ment de musique	ont lu 25 livres et plus	ont regardé Arte au moins une fois par semaine
Cadres et professions intellectuelles supérieures	44	57	55	27	29	30
Professions intermédiaires	21	44	46	17	20	23
Employés	16	27	37	16	16	15
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	11	29	28	13	9	16
Ouvriers	6	21	23	12	6	15
Agriculteurs	5	25	21	7	10	16

Source : *Pratiques culturelles des Français* (DEP, Ministère de la culture et de la communication, 1997).

3. Voir O. DONNAT, « La stratification sociale des pratiques culturelles et son évolution 1973-1997 », *Revue française de sociologie*, XL-1, 1999.

la culture déjà important. Ainsi, posséder des cédéroms éducatifs ou culturels est-il près de six fois plus fréquent chez les cadres que chez les ouvriers.

Le constat général qui se dégage à la lecture de ces résultats n'est pas, en définitive, très différent de celui de la sociologie critique des années 1960 : participer à la vie culturelle de manière à la fois régulière et diversifiée suppose, aujourd'hui comme hier, de cumuler un maximum d'atouts favorisant l'accès à la culture (niveau de diplôme et de revenu élevé, proximité de l'offre culturelle, familiarité précoce avec le monde de l'art, mode de loisirs tourné vers l'extérieur du domicile et la sociabilité amicale...) qui se retrouvent en priorité chez les cadres, et dans une moindre mesure chez les professions intermédiaires. D'ailleurs, la comparaison des résultats de la dernière enquête avec ceux de 1973 montre que la fréquentation des équipements culturels, en dépit d'une orientation globale à la hausse, plus ou moins sensible selon les domaines, n'est marquée par aucune réduction des écarts entre PCS.

Une démocratisation relative

À l'échelle de la population française, la fréquentation des équipements culturels a, certes, eu tendance à augmenter : les taux de pratique au cours des douze derniers mois sont dans l'ensemble supérieurs à ce qu'ils étaient en 1973. Cependant, la progression observée renvoie, dans la plupart des cas, au gonflement des catégories de population les plus familières des équipements culturels (les cadres, les professions intermédiaires et les étudiants, notamment) ou à une intensification de leurs pratiques davantage qu'à un réel élargissement des publics : même dans le cas des bibliothèques-médiathèques, équipements dont la fréquentation a le plus progressé au cours des années 1980 et 1990, on n'observe aucune réduction significative des disparités entre milieux sociaux, surtout quand on écarte les fréquentations ou les formes de participation de type exceptionnel ou occasionnel. La question du rapport des milieux populaires à la culture « cultivée » reste posée : la majorité des ouvriers et plus généralement les catégories de population faiblement diplômées continuent à accorder une place très limitée aux activités artistiques dans leur temps de loisirs et à fréquenter rarement les équipements culturels.

Aussi parlera-t-on, à propos de l'évolution de la fréquentation des équipements culturels, de démocratisation relative pour traduire l'absence de réduction des écarts entre les PCS, en dépit d'une augmentation de la fréquentation : les Français sont plus nombreux dans les équipements culturels mais il n'y a pas eu de « rattrapage » des milieux sociaux les moins investis dans la vie culturelle. Pourtant, doit-on en conclure que rien n'a changé ?

Deux éléments obligent à reconnaître le caractère partiel de l'analyse qui précède.

L'illusion du « toujours pareil »

D'abord, l'analyse des résultats des enquêtes *Pratiques culturelles des Français* a tendance, par sa construction même, à alimenter l'illusion du « toujours pareil » parce qu'elle s'appuie pour l'essentiel sur les pratiques culturelles traditionnelles, les seules pour lesquelles existent des données depuis le début des années 1970, et tend par conséquent à ignorer les formes de participation ou de consommation culturelle apparues au cours des dernières décennies. Raisonner uniquement sur la fréquentation des équipements culturels à partir de catégories qui datent des années 1970 (théâtre, musique classique...) risque de conduire à ne pas prendre en compte la diversification des modes d'accès et des formes d'appropriation de la culture liée en partie à l'élargissement de l'offre culturelle. Au sein même des établissements culturels en effet, l'intérêt pour l'art et la culture prend aujourd'hui des formes beaucoup plus variées qu'il y a trente ans : l'augmentation par exemple de la fréquentation des bibliothèques, devenues pour une partie d'entre elles médiathèques, apparaît très liée à la diversification des services offerts (développement de l'offre en matière de presse et de supports audiovisuels, enrichissement des collections destinées aux enfants...).

Par ailleurs, la programmation des lieux de spectacle a souvent gagné en éclectisme en s'ouvrant progressivement au jazz, à la danse contemporaine ou plus récemment au « nouveau » cirque, de même que l'éventail des musées et des monuments historiques s'est considérablement élargi du fait de la patrimonialisation d'objets ou de lieux considérés auparavant comme ordinaires. Enfin et surtout, ces dernières années ont vu l'essor de formes de participation à la vie culturelle « hors les murs », des spectacles de rue aux sons et lumières, en passant par les visites de quartiers historiques et les festivals. En évoquant ces quelques exemples, on mesure mieux la difficulté à souligner les permanences tout en intégrant les facteurs de renouvellement ou de rupture liés à l'évolution structurelle de la société française, à l'équipement des ménages en appareils audiovisuels, à l'augmentation considérable de l'effort de l'État et des collectivités territoriales en faveur de la culture, à la médiatisation qui l'a accompagnée, etc. Comment parvenir à saisir les profondes mutations qu'ont subies les pratiques culturelles des Français au cours des trente dernières années sans rappeler que la fréquentation des équipements culturels reste marquée par de profondes disparités ? Comment traduire la relative massification de certaines formes d'accès à la culture sans souligner le maintien, voire le renforcement, de profonds clivages sociaux dans l'accès à d'autres ?

Le poids des évolutions structurelles

En outre, le raisonnement en taux de pénétration, sur lequel repose l'analyse des enquêtes nationales, ne prend pas en compte l'évolution structurelle de la société française au cours de la période étudiée. Or, est-il besoin de rappeler que celle-

ci a été forte au cours des années 1980 et 1990, en raison notamment des progrès de la scolarisation, des transformations des métiers et de la généralisation du chômage ? Le nombre de lycéens et d'étudiants, par exemple, a considérablement augmenté au cours de la période étudiée, de même que celui des cadres et professions intellectuelles supérieures, tandis que les effectifs des ouvriers non qualifiés et des agriculteurs chutaient de manière importante. Dans ces conditions, l'apparente stabilité des écarts entre catégories socioprofessionnelles qu'on observe à la lecture des résultats de *Pratiques culturelles* peut parfaitement recouvrir une série de mutations liées à l'évolution intrinsèque des PCS et cacher ce qu'on peut appeler une démocratisation « structurelle » : l'augmentation des catégories de cadres ou d'étudiants traduit en effet une mobilité ascendante d'une partie des jeunes générations qui a probablement permis à certains d'accéder à des pratiques culturelles étrangères à leur milieu social d'origine. Ceci conduit à penser que, si les écarts entre PCS ont dans l'ensemble peu évolué, les PCS, et notamment la catégorie des cadres qui a été le plus concernée par les évolutions structurelles de la société française, sont devenues moins homogènes, donc moins susceptibles d'être définies par un rapport unique à la culture.

Ce dernier point est important car il souligne la nécessité de ne pas se contenter d'une approche globale des PCS qui ne prendrait pas en compte les différenciations internes à chacune d'elles. En effet, l'ampleur des écarts observés entre les catégories socioprofessionnelles, aujourd'hui comme au début des années 1970, renvoie au jeu complexe des multiples facteurs qui « se cachent » derrière cette variable composite : différences d'origine sociale, de lieu d'habitat, de revenu et surtout de niveau de diplôme qui – toutes les enquêtes le confirment – demeure, avec l'âge, la variable la plus discriminante dans le domaine culturel.

De fortes disparités internes liées...

L'exemple des cadres et des professions intermédiaires – que nous avons privilégié dans le tableau 2 en raison du niveau élevé de participation de cette PCS à la vie culturelle – indique que les écarts à l'intérieur d'une même catégorie socio-professionnelle peuvent être importants : ainsi, par exemple, les ingénieurs et les cadres d'entreprise ont-ils une fréquentation habituelle des équipements culturels deux fois moindre que celle des « professeurs et professions scientifiques ». De manière générale, ces derniers ainsi que les professionnels de l'information, des arts et du spectacle ont un niveau d'investissement dans la vie culturelle nettement supérieur à la moyenne de leur groupe d'appartenance, au même titre que les instituteurs et les professions de la santé et du travail social au sein des professions intermédiaires, si bien que les « gens du public » ont en général des taux de pratique ou de fréquentation supérieurs à ceux du privé, notamment dans le domaine des sorties et visites culturelles.

**Tableau 2 – Les différenciations internes au sein des groupes
« cadres et professions intellectuelles supérieures »
et « professions intermédiaires »⁴**

sur 100 personnes de chaque groupe (Pcs de l'individu)	Au cours des douze derniers mois,	
	ont fréquenté régulièrement les équipements culturels	ont lu 25 livres ou plus
Professeurs, professions scientifiques	51	44
Professions information, arts et spectacles	41	27
Cadres d'entreprise	27	33
Ingénieurs	27	22
Instituteurs	33	29
Professions intermédiaires santé et travail social	20	26
Professions intermédiaires adm. et com. d'entreprise	16	27
Techniciens	9	16
Contremaîtres	10	11

Source : *Pratiques culturelles des Français* (DEP, Ministère de la culture et de la communication, 1997).

... au niveau de diplôme

Le niveau de diplôme mais aussi le contenu même de l'activité professionnelle – cela est manifeste dans le cas des enseignants – expliquent pour une large part les différences constatées au sein d'un même groupe socioprofessionnel et peuvent contribuer à l'existence de comportements atypiques, en décalage par rapport au milieu d'appartenance. Parmi les autres facteurs explicatifs de ces disparités internes, citons bien entendu l'âge, le lieu d'habitation – notamment le fait d'habiter Paris *intra-muros* – mais aussi les variables de nature idéologique : le fait de se situer à gauche sur l'échiquier politique, par exemple, est en général associé à un engagement plus fort dans la culture ; celui d'être un catholique pratiquant, à un relatif désintérêt pour les formes modernes d'expression.

Enfin, l'origine sociale, mesurée à travers la profession ou le diplôme des parents, constitue bien entendu un autre facteur important de différenciations internes, notamment parce qu'elle amplifie ou au contraire contrarie les effets liés au niveau de diplôme. Ainsi, les fils d'agriculteurs ou d'ouvriers ayant accédé à l'enseignement supérieur ont un rapport à la culture plus proche de leur nouveau statut que de leur ancien, sans atteindre toutefois en moyenne le niveau des diplômés ayant une origine sociale plus favorable. Les Français ont en général tendance à aligner leurs pratiques et consommations culturelles sur celles cor-

4. Nous ne présentons pas dans ce tableau les résultats relatifs aux autres postes de la nomenclature à deux chiffres, en raison d'effectifs trop faibles.

respondant au niveau de diplôme ou à la position sociale la plus élevée : celles des parents pour les déclassés qui conservent dans leurs rapports à la culture plus de traces de leur passé que les individus en mobilité ascendante – et, pour ces derniers, celles du niveau d'études ou du milieu social auquel ils ont accédé. Cette règle se vérifie également au sein des couples où l'élément le moins diplômé a tendance à se rapprocher du rapport à la culture de son conjoint : une femme non bachelière mariée à un diplômé de l'enseignement supérieur ou un ouvrier marié à une bachelière auront en moyenne un niveau culturel supérieur à celui de leur « niveau ».

... à l'origine sociale

C'est d'ailleurs la force des effets liés à l'origine sociale qui permet de comprendre que l'abaissement des barrières d'accès au baccalauréat et à l'enseignement supérieur, depuis les années 1960, n'a pas entraîné de diffusion spectaculaire des pratiques culturelles traditionnelles ou liées à la création contemporaine. Même si tout porte à croire que ce phénomène a contribué à élever le niveau culturel moyen des Français, en permettant notamment à une large partie des jeunes des milieux populaires d'avoir une connaissance, au moins superficielle, des grands noms de la culture consacrée. Beaucoup de ceux en effet qui, au cours des dernières décennies, ont profité des progrès de la scolarisation et/ou des opportunités offertes par l'essor de nouvelles professions (dans le domaine technico-commercial ou informatique, par exemple) sont issus, même quand ils ont fréquenté l'enseignement supérieur, de milieux peu familiers du monde des arts et de la culture. Détenteurs d'une formation à dominante technico-économique, ils sont plus sensibles aux valeurs du monde de l'entreprise (exaltation de la réussite matérielle, de la concurrence...) et ont souvent un investissement « moyen » dans les activités culturelles, en tout cas très éloigné de celui de certaines professions du secteur public. Aux activités culturelles qu'ils jugent souvent excessivement intellectuelles, ils ont tendance à préférer d'autres activités plus distrayantes, plus porteuses des signes extérieurs de la modernité ou moins chronophages.

Toute réflexion relative aux PCS doit par conséquent reposer sur l'analyse détaillée des facteurs explicatifs qui se cachent derrière les écarts constatés. Ceci constitue à nos yeux une des conditions nécessaires que le sociologue ou le statisticien doit respecter avant de livrer un diagnostic sur la démocratisation. Une autre condition tient aux indicateurs qu'il utilise. Chacun sait en effet qu'il est souvent difficile d'interpréter un résultat d'enquête sans le confronter à d'autres ou de raisonner sur un seul indicateur, quelle que soit sa pertinence. D'où la nécessité, avant de répondre à la question « Y a-t-il eu, oui ou non, démocratisation ? » que ne manquent pas de poser les décideurs soucieux de valoriser leur action et les journalistes pressés, de travailler en permanence sur plusieurs registres, de chercher à surmonter les limites et les biais dont chaque indicateur est porteur en ayant recours à un indicateur complémentaire et en procédant à un travail d'aller-retour permanent entre les deux.

Une pluralité d'indicateurs

Parmi les nombreux procédés permettant de limiter les risques de dérive ou de surinterprétation qui guettent en permanence le sociologue quand il analyse les résultats d'une enquête, nous soulignerons la nécessité de respecter les trois points suivants :

- raisonner en taux de pénétration, comme on le fait le plus souvent, mais aussi en structure, de manière à prendre en compte les évolutions de la répartition socioprofessionnelle de la société dans son ensemble. Ceci constitue la meilleure manière de mettre en regard les évolutions des publics de la culture et celles de la population étudiée tout en créant les conditions d'un dialogue entre les enquêtes nationales (qui raisonnent le plus souvent en taux de pénétration) et les enquêtes de site (qui le font souvent en structure) ;
- analyser les évolutions des moyennes (nombre de livres lus, de visites aux musées...) ainsi que la dispersion autour de ces moyennes, notamment pour rendre leur « poids » culturel à des minorités très impliquées dans certaines pratiques. Une absence de changement au niveau de la moyenne peut en effet cacher une aggravation ou une réduction des écarts entre ceux qui pratiquent le plus et ceux qui pratiquent le moins ; à l'inverse, une baisse ou une augmentation de la moyenne peut très bien renvoyer à un changement de comportement ou d'opinion d'une minorité de la population étudiée, sans que la grande majorité soit concernée par ce changement ;
- travailler à la fois sur les valeurs relatives (pourcentages) et sur les valeurs absolues (effectifs) pour éviter l'effet d'écrasement de la réalité par les pourcentages (raisonner en % induit « par nature » une lecture pessimiste des résultats) ou l'effet « enchanteur » des effectifs (raisonner en millions d'individus peut conduire à l'effet inverse). Ainsi, une exposition au Grand Palais qui attire 500 000 visiteurs sera vite qualifiée de phénomène de société par les médias alors qu'elle ne concerne en réalité que 1 % de la population française, et une émission d'Arte ayant réalisé un taux d'audience de 2 %, ce qui représente à peu près le même nombre de personnes, sera facilement dénoncée pour son caractère élitaire.

Dédoubler le questionnement

On retiendra, au moment de conclure, que l'approche en termes de catégories socioprofessionnelles demeure efficace, à l'échelle de la population française, pour mettre en évidence les fortes disparités qui continuent à marquer l'accès aux grandes œuvres de l'art et de l'esprit, pour reprendre la perspective d'André Malraux. Que ceux qui pensent en termes de « socio-styles » présentent la composition des groupes résultant de leur analyse typologique en catégories socioprofessionnelles, et chacun pourra constater que ces groupes sont loin d'être équitablement répartis dans les différentes PCS !

Le sociologue ou le statisticien confronté au redoutable défi de mesurer l'évolution des écarts sociaux dans l'accès à la culture peut par conséquent difficilement faire l'impasse sur une interprétation des écarts entre PCS qui demeurent importants, qu'on le veuille ou non. Toutefois, le risque est grand de tomber dans la vulgate aussi répétitive qu'improductive consistant à interpréter toute différence ou tout écart en termes de PCS, si on ne respecte pas les deux conditions suivantes : d'abord, se donner les moyens de comprendre la dispersion des univers culturels au sein d'un même groupe d'appartenance ainsi que la complexité – probablement accrue – des rapports d'homologie entre pratiques culturelles et catégories socioprofessionnelles ; et en même temps, raisonner sur une pluralité d'indicateurs – taux de pénétration et taux de structure, moyenne et dispersion autour de celle-ci, pourcentages et valeurs absolues, etc. Plus fondamentalement, il s'agit de dédoubler en permanence son questionnement : aux interrogations sur les facteurs qui maintiennent une forte homologie entre milieux sociaux et rapports à la culture, il convient d'ajouter une réflexion sur les facteurs de différenciation interne qui peuvent être à l'origine d'autres clivages et sur les transformations sociales qui contribuent à diversifier les conditions de socialisation des individus et à complexifier leur identité sociale ⁵.

5. On renvoie sur ce point à l'analyse de Bernard LAHIRE proposée dans *L'homme pluriel*, Paris, Nathan, 1998, et dans *Le travail sociologique de Pierre Bourdieu. Dettes et critiques*, Paris, La Découverte, 1999.

Construire les outils préalables à des « indicateurs de démocratisation »

Elisabeth CAILLET *

La difficulté qu'il y a à construire des « indicateurs de démocratisation » ou d'élargissement des publics tient d'abord à celle rencontrée par les structures culturelles à avoir une bonne connaissance des publics qui les utilisent. Cette connaissance est efficace dès lors qu'elle permet d'agir par des activités identifiées.

Il apparaît donc qu'avant de construire des « indicateurs de démocratisation », il est nécessaire de procéder à l'analyse des relations entre les publics destinataires et les activités effectuées par les structures. Cette démarche se concrétise sous la forme d'un tableau croisant spécialisation des actions engagées et participation des usagers (voir tableau type, p. 39).

Une analyse croisant catégories de public et types d'activité

La connaissance intuitive des publics qui fréquentent un musée ou une exposition, et plus encore celle du non-public, ne suffit certainement pas à conduire une politique pertinente. Les enquêtes nationales de caractère général ¹ ne suffisent pas non plus, même si elles constituent un cadre d'hypothèses qu'il est nécessaire de connaître pour construire des outils plus fins. C'est pourquoi les moyens ont été recherchés de confronter les analyses portées par les différents acteurs des activités liées aux publics en évitant affirmations non fondées, déclarations péremptives et débats stériles. L'organisation de réunions *ad hoc* a été retenue et la recherche de méthodes a été engagée. Ce texte a pour objet de présenter la démarche sachant qu'elle ne représente pas la totalité des outils nécessaires à une définition de critères de démocratisation, mais qu'elle veut permettre aux structures culturelles de construire des démarches collectives dans lesquelles s'engager.

Le tableau p. 39 est à utiliser comme tableau type que chaque structure adaptera selon ses caractéristiques. Une dizaine de musées, un centre de culture scienti-

* Elisabeth Caillet est chef du Département des artistes et des professions, à la Délégation aux arts plastiques.

1. On se réfère ici aux enquêtes de type *Pratiques culturelles* ou *Baromètre de notoriété*.

fique et un centre d'art contemporain l'ont déjà pratiqué. Il doit comporter le nombre de catégories de publics – des moins impliqués aux plus impliqués – et le nombre de catégories d'actions – des plus simples aux plus complexes – correspondant à la structure engagée dans ce processus d'analyse.

Un tel tableau doit être construit par le plus grand nombre possible d'acteurs de l'activité de la structure et non par un homme seul qu'il soit expert, directeur de la structure, ou encore responsable des publics.

Si en interne les acteurs sont trop peu nombreux (ce qui arrive plus souvent qu'on ne le pense dans de nombreuses structures, en particulier en région), il est recommandé de construire le tableau et d'en effectuer l'analyse avec des partenaires extérieurs particulièrement impliqués dans le fonctionnement de la structure (responsable du service culturel de la collectivité locale ou professeurs utilisateurs réguliers des activités de la structure, par exemple).

Les analyses proposées par les participants aux séances sur la trame du tableau constituent l'intérêt majeur de cette démarche, le tableau n'étant en fait que le support du débat qui s'instaure.

Ce tableau à deux entrées présente en ligne les actions par ordre de spécialisation croissante (on trouvera dans chaque classe des produits formalisés sur tous types de supports : écrit, oral, audiovisuel, etc.) ; en colonne, les usagers par ordre d'implication croissante dans leur pratique de l'équipement culturel.

Quatre types de publics sont identifiés, définis en fonction de deux critères : la proximité (spatiale, temporelle, sensible, cognitive) et l'implication progressive dans les objectifs de la structure :

- *les publics occasionnels*, pour lesquels la pratique de l'équipement culturel est rare, voire inexistante et aléatoire ; l'équipement culturel pour eux n'existe pas ou il est au mieux objet de divertissement, de distraction ;
- *les publics avertis*, pour lesquels la pratique de l'équipement culturel répond à une sollicitation, une information plus ou moins précise ; l'équipement culturel est pour eux un objet de curiosité ;
- *les publics impliqués*, pour lesquels la pratique de l'équipement culturel est régulière et fréquente ; l'équipement culturel est pour eux un objet de délectation, un lieu de formation et de recherche ;
- *les publics responsables*, pour lesquels la pratique de l'équipement culturel s'inscrit dans une démarche professionnelle ; l'équipement culturel est pour eux un lieu de monstration, de formalisation, de transfert de compétences.

Les actions réalisées pour les publics réels ou potentiels sont classées selon des critères de contenu artistique, de degré de proximité avec l'intention artistique qui les a déterminées et ordonnées par ordre de spécialisation croissante. Cinq types d'actions ont été distingués :

- *les actions d'information et de promotion* : ce sont les produits qui sont diffusés à l'extérieur de la structure culturelle pour inciter le public à venir, à faire connaître l'équipement culturel, son nom, sa localisation, sa programmation, ses éléments phares. Ils visent à donner envie de venir voir ;

Tableau 1 – Exemple pour une institution d'art contemporain

Spécialisation des actions							
I M P L I C A T I O N D E S P U B L I C S	Types d'actions	Classe 1 Produits d'information de promotion	Classe 2 Produits d'accueil	Classe 3 Actions programmées	Classe 4 Projets	Classe 5 Produits d'auto-nomisation	Classe 6 Produits de transfert interne et externe
	Publics						
	Public occasionnel	Affiches Plaquettes Films Cartes à pub. Billetterie Internet	Accueil télé-phonique Petit journal Cartels		Expo Maison de retraite (Ming)		
	Public averti	Cartons Fichiers-mailings	Billetterie Visites individuelles (bulletin 21 x 21) Visites de groupes (ex. scolaires) Coin documentation Librairie	Expos thématiques Expo du FRAC en région Visites guidées Expo du FRAC à l'Insa	Opérations collèges lycées Expo des collections en région (Bourg-en-Bresse) Formations d'entreprise (Lyon Parc auto) « Le Portrait » avec Travail et Culture		
	Public impliqué relais	Dossiers de presse Revue de presse Courriers et réunions Visites spécifiques Partenaires institutionnels	Visites de groupe (relais)	Expos monographiques Site interne	Conférences (6 à 8/an) Rencontres de mai Colloque (1/an) Expos écoles d'art et d'architecture	Catalogues Publications Stage IUFM Fiches techniques sur les œuvres	Vidéo Publications Accueil de stagiaires Dossiers documentaires
	Public responsable professionnel	Courriers spécifiques	Catalogues Vernis-sages	Vidéo-muséum Expos internationales		Expos avec les musées	Dépôts

- *les actions d'accueil* : ce sont les services et les outils destinés à l'accueil, à l'orientation et au confort des usagers à l'intérieur de la structure. Ils donnent les premiers repères ;
- *les actions programmées* : il s'agit là de l'ensemble de l'offre de la structure (programmation des expositions, activités particulières tels les visites guidées, les

- conférences, les ateliers...). Ils formulent l'intention scientifique et donnent les précisions temporelles (dates, horaires) ;
- *les actions ciblées* montrent que la structure peut répondre à des demandes spécifiques, qu'elle sait construire des activités et des outils qui s'adaptent à chaque demandeur ; les activités citées ne sont donc là qu'à titre d'exemples et incitent à l'appropriation ;
 - *les actions d'autonomisation* désignent les services, documents et formations destinés au relais de publics afin de les rendre autonomes dans l'utilisation et dans la fréquentation de la structure. Elles permettent aux relais de préconiser et d'encadrer eux-mêmes la fréquentation des œuvres ;
 - *les actions de transfert et de démultiplication* visent à démultiplier les compétences mises en œuvre dans l'ensemble des autres types d'actions. Elles sont donc destinées tant à enrichir et à faire évoluer les autres actions qu'à en susciter la démultiplication ailleurs et autrement.

La lecture du tableau rempli montre l'image que se font les acteurs d'une structure de son organisation en termes d'actions et de publics.

Si, selon la représentation proposée, le tableau, page précédente, est fortement rempli en haut à gauche, la structure a bien une activité qui concerne le plus large public. Par contre si le tableau est essentiellement rempli sur sa droite et en bas, la structure a une activité élitiste, essentiellement destinée à ses pairs.

On soulignera que toutes les structures ne peuvent avoir le même objectif de démocratisation et que certaines, du fait de leurs missions, sont plus à même de remplir cet objectif que d'autres. À titre d'exemple, un centre d'art se doit d'être davantage tourné vers les artistes et les professionnels de l'art contemporain qu'un FRAC qui a pour mission de diffuser l'art contemporain vers le plus large public. Il est donc important de resituer cette analyse dans le contexte donné par les missions de la structure (et donc d'en retrouver les textes fondateurs, voire d'écrire ceux-ci s'ils n'existent que de façon orale) et donc d'impliquer le directeur de la structure dans la construction du tableau et dans son analyse.

La recherche des compétences

Un tel travail ne saurait suffire. L'analyse de l'existant engage l'orientation ou la réorientation d'actions nouvelles dans le cadre d'une politique de démocratisation sur la base des compétences disponibles. On devra donc procéder, par type d'actions, à une analyse des compétences nécessaires et vérifier qu'elles existent au sein de la structure.

Deux cas peuvent se présenter :

- la compétence n'existe pas en interne : doit-on la chercher à l'extérieur (externalisation) ou prévoir de l'internaliser ? Quelles conséquences prévoir en termes de formation, d'embauche, de recherche de stagiaires ?
- la compétence existe en interne et elle est partagée par plusieurs personnes dans l'équipe : si les moyens de la faire partager sont mis en œuvre (coordination,

concertation), comment s'effectue le travail collectif des tâches ? Quelle coordination prévoir entre les différentes tâches nécessaires à la mise en œuvre de l'action ?

Le repositionnement global

Outre la recherche de compétences, c'est l'ensemble du positionnement de la structure, tant vis-à-vis du contexte local que de son cadre organisationnel, que cette démarche enjoint de questionner.

Question de ressources

La structure possède-t-elle le potentiel de son développement ou ne peut-elle qu'être maintenue en l'état, pour des raisons de ressources humaines, financières ou matérielles ?

Question de positionnement local et culturel

Quelle est la concurrence sur ce type d'actions dans des structures culturelles proches géographiquement ou travaillant dans le même domaine ?

Question de positionnement institutionnel

Les soutiens institutionnels accordent-ils à l'action examinée autant d'importance qu'il en est accordé en interne ? Si ce n'est pas le cas, faut-il la poursuivre ou lui trouver des équivalents ?

Question de publics

Les destinataires de l'action sont-ils impliqués dans la définition de cette action ? Des évaluations des souhaits et des attentes des utilisateurs potentiels sont-elles réalisées ? En tient-on compte ?

Question de communication

La communication est-elle suffisamment présente (médias utilisés et taux d'audience), adaptée (adéquation avec l'image de l'institution) et efficace (aptitude à modifier les *a priori* ou le niveau de connaissance) ?

Question d'investissement

Le coût de l'action envisagée est-il cohérent avec le coût des autres activités de la structure ? Est-il cohérent avec le prix auquel l'action est proposée aux utilisateurs ou aux financeurs ? Ne peut-on améliorer les transferts entre cette action et d'autres types d'actions afin d'en réduire le coût ?

Question d'impact quantitatif et qualitatif

Que doit-on modifier pour accroître l'impact de l'action ? À quoi le détermine-t-on ?

Conduire cette analyse avec toute l'équipe de la structure est en soi un indicateur quant à la capacité de la structure à partager le pouvoir en interne et à mettre en commun ses moyens pour mener les actions à l'égard de ses publics.

Le partage de la connaissance au sein d'une structure nous semble être au fondement de toute volonté de démocratisation, à condition que cette connaissance ne repose pas seulement sur l'expertise externe mais prenne en compte toutes les sources possibles de connaissance des publics (les personnels de surveillance d'un musée en sont un exemple).

La Délégation aux arts plastiques

Date de création : 1982

Mission

La Délégation aux arts plastiques définit et met en œuvre la politique de l'État dans le secteur des arts plastiques par l'incitation à la création, l'aide aux créateurs, les acquisitions et commandes, la formation, ainsi que par la diffusion auprès du public de toutes les formes de l'expression plastique, telles que la peinture, la sculpture, les arts graphiques, la photographie, les métiers d'art, la création industrielle, la mode, les vidéogrammes, les images de synthèse et la bande dessinée.

Elle est notamment chargée de la coordination des procédures de la commande publique, des questions relatives aux professions agissant dans le domaine des arts plastiques, de la préparation et de la mise en œuvre de la politique de formation, ainsi que du contrôle pédagogique des établissements d'enseignement des arts plastiques habilités.

Elle veille à la conservation, à l'étude et à la diffusion des patrimoines confiés aux établissements dont elle assure la tutelle : le Centre national des arts plastiques, l'Académie de France à Rome, l'École nationale supérieure des beaux-arts, l'École nationale supérieure des arts décoratifs, l'École nationale supérieure de création industrielle et le Centre national de la photographie.

Elle exerce une tutelle scientifique sur les centres d'art contemporain.

La charte des missions de service public pour les institutions d'art contemporain met en avant la responsabilité sociale des institutions.

« La part prépondérante des fonds publics dans le financement des institutions de l'art contemporain conduit à réaffirmer avec force l'objectif de démocratisation culturelle ; favoriser l'accès à la création contemporaine et développer la formation répondent à cette exigence.

1) Connaître les publics

Une meilleure connaissance des publics est nécessaire pour conforter une appréciation qualitative des relations des institutions avec la population. C'est pourquoi il est demandé à chaque institution de procéder à l'analyse de ses publics, actuels et potentiels, les services de l'État pouvant offrir une assistance méthodologique en ce domaine.

2) Renouveler et élargir les publics

Les institutions veillent à la qualité de l'accueil, à celle de l'accès au lieu et à la diffusion [...] »

Dans ce cadre, les centres d'art, créés au début des années 1980, souvent en consolidant des lieux déjà existants ou des projets portés par les collectivités locales ou par le secteur privé (association loi 1901, galeries privées...), sont des éléments essentiels pour la présence de la création contemporaine. Ils facilitent les conditions de la création et permettent sa diffusion auprès des publics.

Le soutien aux artistes, l'accueil d'artistes en résidence, la production d'œuvres, l'organisation d'expositions, l'édition et la recherche artistique représentent les grands axes de leur action. Le Ministère contribue au fonctionnement des centres d'art. Il leur apporte conseil et expertise, et évalue les résultats de la politique publique d'acquisition, de diffusion et de sensibilisation.

Activités

- ▣▣▣ Nombre de FRAC : 23.
- ▣▣▣ Nombre de centres d'art : 38.
- ▣▣▣ Activités principales : environ 160 expositions *in situ* ; accueil des scolaires ; cycles de conférences.

Fréquentation

- ▣▣▣ Fréquentation globale moyenne annuelle : 300 000 visiteurs + 105 000 (Galerie du Jeu de Paume) + 35 000 (Centre national de la photographie).
Pour les centres d'art contemporain, une moyenne de 7 000 visiteurs (3 000 en Champagne, 12 000 en Limousin).
- ▣▣▣ Principaux traits sociologiques de la fréquentation : les usagers des centres d'art sont proches des autres pratiquants des institutions artistiques et culturelles, avec une accentuation des traits caractéristiques des publics experts (plus jeunes, plus parisiens, CSP intellectuelles et artistiques...).

Études et recherches menées par la DAP en liaison avec les centres d'art et les FRAC

- ▣▣▣ Budget annuel moyen : 300 000 francs.
- ▣▣▣ Type d'études (achevées récemment ou en cours) :
 - Formes de la médiation, réception et interprétation par les visiteurs de l'exposition « Hypothèses de collection », Jacqueline Eidelman, Jacqueline Peignoux, Jean-Pierre Cordier, Nathalie Raguet-Candito, novembre 1999 ;
 - « L'art sur la place », évaluation des ateliers liés à la biennale d'art contemporain de Lyon, Virginie Millot, 2000 (recherche cofinancée avec la mission de la recherche et de la technologie, Ministère de la culture) ;
 - « Les formes de médiation écrite de l'art contemporain », Daniel Jacobi, Laboratoire culture et communication, Université d'Avignon (en phase finale) ;
 - Quatre thèses en cours sur l'éducation artistique et les institutions d'art contemporain.